

Le Combat Social

FO 49

Bulletin d'informations de l'Union Départementale cgt-FO de Maine-et-Loire

N°8-2021 | (Novembre Décembre) 2021 | 1 €





L'éditorial de Catherine Rochardeau

LE COMBAT SOCIAL FO 49

(Prix : 1 €)

Imprimé à l'UD
cgt-Force Ouvrière
de Maine-et-Loire
14, place Louis Imbach
49100 ANGERS
02 41 25 49 60
udfo49@force-ouvriere.fr
www.fo49.fr

Inscrit à la CPPAP
n° 0725S07442
Directrice de
publication :
Catherine ROCHARDEAU.

Sommaire

- 2 Edito de Catherine Rochardeau
- 3 Temps de travail Ville d'Angers et Election du CCAS
- 4 DGFIP
- 5 Manifestation du 05 octobre
- 6 Interview de Jean-Pierre Seno
- 7 Ambulanciers du CHU
- 8 Grève des AESH du 19 Octobre
- 9 Grève à la clinique de l'Anjou
- 10 Manifestations du 04 Décembre

Les attaques se multiplient mais FO organise la résistance !

Le 24 novembre 2021, une fois de plus, le Président de la République s'est adressé à la nation, comme il en a pris l'habitude depuis le début de la crise sanitaire. C'est lui qui, dorénavant, donne les orientations du gouvernement pour lutter contre l'épidémie de la COVID.

Puis, c'est le Premier Ministre qui, après concertation avec le conseil de défense, informe la population des mesures qui ont été décidées.

Ce qui permet à ce gouvernement de décider sans le parlement, c'est la Loi du 10 novembre 2021 qui prolonge le régime de sortie de l'urgence sanitaire jusqu'au 31 juillet 2022 et l'utilisation du passe sanitaire.

La 5ème vague de l'épidémie se traduit une nouvelle fois par un déchainement

médiatique et gouvernemental qui, à travers les enfants, prépare la population à de nouvelles restrictions de libertés. Une fois de plus, la pression est mise pour que le télétravail soit massivement utilisé et la 3ème dose devient obligatoire pour que la passe sanitaire soit valide.

C'est la menace et la répression que le gouvernement brandit comme il le fait en Guadeloupe et en Martinique en réponse aux revendications portées par des dizaines de milliers de manifestants. L'union départementale a adressé un message de soutien à nos Camarades.

Ce qui conduit le gouvernement à de telles mesures et annonces, c'est la situation catastrophique dans les hôpitaux qui ne peuvent plus faire face à l'afflux de patients faute de lits et de personnels. Des dizaines de milliers de lits ont été sup-

primés, des hôpitaux fermés depuis des décennies et, depuis un an, ce sont 5720 lits que ce gouvernement a détruits.

Le 4 décembre, entre 4 et 5000 manifestants dont plus de 70 pour notre département, sont montés à Paris suite à l'initiative de nos camarades de Mayenne pour exiger du ministre Olivier Véran des moyens pour les hôpitaux.

L'absence de réponse du gouvernement exige que le combat se poursuive. Nous ne les laisserons pas détruire l'hôpital public!

Le Président annonce qu'il renonce à la réforme des retraites car, selon ses propos, « les conditions ne sont pas réunies » mais il annonce que ce dossier sera une priorité après l'élection présidentielle. Il en est de même pour le projet de « grande sécurité sociale ».

EN DIRECT DES SYNDICATS

Mais nous n'avons pas de doute sur sa volonté de le réactiver également après les élections.

Dans le même temps, les salariés, les retraités font face à une augmentation conséquente des tarifs de l'énergie et des prix pour les produits de consommation courante. L'inflation atteint 2,5 %. Le chèque énergie de 100 euros ne règlera rien. Pour les salariés du privé comme pour les agents de la fonction publique et les retraités, l'urgence c'est une augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux. Plus de 20 000 retraités se sont mobilisés le 2 décembre à Paris à l'initiative du « groupe des neuf ».

Dans le Maine-et-Loire, les ambulanciers du CHU ont obtenu 65 euros à compter du 1er janvier 2021. Les salariés de la clinique de l'Anjou massivement en grève le 3 décembre ont obtenu 50 eu-

ros bruts à compter du 1er janvier 2021.

Le 7 décembre, les personnels du secteur social et médico-social se sont massivement mobilisés pour exiger entre autres le versement des 183 euros et des moyens suffisants. Le 13 décembre ce sont les agents d'organismes sociaux qui seront en grève pour appuyer la négociation salariale, le 15 décembre, les salariés du groupe VYV 3 se regrouperont au siège à Nantes, et le 15 décembre les ATSEM et les animateurs de la ville d'Angers seront à leur tour en grève contre l'augmentation du temps de travail et pour exiger une revalorisation salariale. L'absence d'augmentation significative de la valeur du point d'indice dans la fonction publique est perçue une fois de plus comme une provocation à l'égard des fonctionnaires.

Toutes ces mobilisations traduisent la volonté des salariés et des agents de la fonction publique de ne rien lâcher sur les revendications. De l'argent, il y en a, il suffit de regarder les résultats du CAC 40 et les milliards d'euros versés aux actionnaires.

Le bureau et la CA de l'UD appellent les syndicats à réunir leurs instances à organiser des assemblées générales pour définir les revendications et décider avec les salariés des moyens à mettre en œuvre pour les faire aboutir.

Ne lâchons rien !

Belles fêtes de fin d'année à tous !

Ville d'Angers

Animateurs, Atsem, A.S.R, Aide Educative, du service du Temps de l'Enfant. L'urgence est à la reconnaissance de la pénibilité des filières Animation et Médico-Sociale !!

Le personnel des métiers, de l'Animation/Atsem /A.S.R /Aide Educative et Administratif de la Fonction Publique Territoriale a été nombreux à se mobiliser le 19 octobre 2021. Près de 56,87 % (236 agents) du temps l'enfant, se sont mobilisés au sein de la direction Education de la ville d'Angers :

Dans un « état d'urgence » avec un manque d'effectifs alarmant (ex : 3 agents pour 104 enfants sur un temps de garderie), des problèmes de remplacement, d'attractivité, de mobilité, de charge de travail, de temps de travail (1607H).

Mais aussi : Taux de précarité très élevé, temps non complets, rémunérations faibles, journées de travail fortement discontinues, absence de déroulement de carrière et de for-

mation, assouplissement des taux d'encadrement dégradant la prise en charge éducative et les conditions de travail...

Les agents revendiquent :

- Titularisation des agents,
- La fin des temps non complets,
- Le respect des taux d'encadrement « légaux » afin d'assurer une qualité pédagogique sur le périscolaire,
- Des moyens humains et pédagogiques suffisants nous permettant de remplir nos missions dans l'intérêt des enfants que nous accueillons (école inclusive, public, enfants, REP, de - de 3 ans, évolution des comportements, respect des protocoles sanitaires)
- Maintien des régimes dérogatoires pour les personnels à 1400 H,
- Reconnaissance de la pénibilité des filières animation et médico-sociales (revalorisation du régime indemnitaire, réaménagement du rythme de travail),
- Fin des mobilités arbitraires,
- Une négociation salariale immédiate

pour le dégel de la valeur du point d'indice et la revalorisation des grilles, pour assurer des recrutements.

Les agents seront en AG et débrayeront le 15 décembre

Élection au CCAS de la ville d'Angers et Angers Loire métropole

Malgré une participation en baisse mais grâce à une augmentation de la proportion du nombre de voix en leur faveur, les camarades du syndicat FO du CCAS ville d'Angers et ALM ont maintenu leurs 2 sièges sur 9 au CCAS lors des élections du 23 novembre dernier.

ACTUALITÉS

Nouvelle attaque contre le service public en milieu rural

Les Centres des Finances Publiques de Montrevault sur Evre et Beaupréau en Mauges menacés de fermeture !

Au 1^{er} janvier 2023, les trésoreries de Montrevault sur Evre et Beaupréau en Mauges risquent de disparaître. Pour un renseignement, obtenir une réponse, un délai de paiement, etc, il faudra se déplacer au centre des Finances Publiques de Cholet

Ils assurent quotidiennement des missions de service public au plus proche des populations et pourtant, ils risquent de fermer définitivement leurs portes. Aujourd'hui déjà, leurs horaires d'ouverture au public ont été réduits à peau de chagrin. Pour l'instant, les deux centres proposent le matin un accueil généraliste et l'après-midi sur rendez-vous, si votre dossier est retenu. S'ils ferment, pour les populations de ces territoires cela signifie au 1^{er} janvier un déplacement sur Cholet.

Par exemple, il faudra compter au minimum 44 kms (aller/retour) pour une belloprataine (Beaupréau), une soixantaine de kms pour une gestoise (Gesté) ou un pinois (Le Pin en Mauges), 63 Kms (aller/retour) pour une montrebellenne (Montrevault) ou 84 kms pour une florentaise (St-Florent le vieil) ou 102 kms pour

un castrocelsien (Champtoceaux) pour réaliser ces démarches !

Et ce n'est pas la permanence dans la Maison France Service, de trois heures par semaine ou quinzaine, avec une capacité d'accueil limitée (entre 1 et 12 personnes maximum par permanence) qui compensera la disparition de la Trésorerie.

Dans les MFS (mini-permanences), des citoyens témoignent leur désespoir de trouver porte close devant leur ancienne trésorerie.

Un service public est de qualité, s'il est présent physiquement au quotidien !

La Direction Départementale des Finances Publiques met en avant « le tout numérique » pour justifier la disparition de ce service public en milieu rural. Or, ce mode de contact à distance n'instaure en aucun cas une égalité d'accès devant les services publics. Les personnes les plus fragiles, les plus défavorisées, les plus éloignées, les plus isolées ou âgées, se trouvent particulièrement démunies. Cette situation accroît la fracture sociale, casse l'égalité de traitement des citoyens.

600 signatures sur 814 agents

Les organisations syndicales Solidaires, FO, CGT et CFDT de la DDFiP

de Maine-et-Loire, légitimées par un taux de participation de 85 % lors des dernières élections professionnelles, ont alerté les élus de ces territoires dans le but de maintenir ce service public de proximité. À ce jour aucun rendez-vous, aucune réponse n'a été apportés.

Les agents des Finances Publiques sont très fermement et largement opposés à ces fermetures et l'ont fait savoir à l'occasion d'une pétition remise, en octobre 2019, au Directeur départemental des Finances Publiques de Maine-et-Loire qui a recueilli 600 signatures sur 814 agents.

Rien n'est inéluctable !

Si les élus des collectivités concernées avec le soutien de leur population et les organisations syndicales de la direction départementale des finances publiques font cause commune, les trésoreries de Montrevault sur Evre et Beaupréau en Mauges peuvent être maintenues.

FO avec l'intersyndicale Solidaires; CGT et CFDT de la DDFiP de Maine-et-Loire appellent la population et les élus à faire cause commune pour exiger le maintien de ce service public de proximité, technicien, compétent, disponible et humain.



La trésorerie de Montrevault sur Evre risque de fermer définitivement

ACTUALITÉS

Retour sur la mobilisation du 05 octobre

Les organisations syndicales CGT — FO — FSU — Solidaires — FIDL — MNL — UNEF — UNL ont appelé à la grève et à la manifestation pour exiger :

- L'augmentation des salaires,
- L'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage,
- Un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- L'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives.
- Un coup d'arrêt à la précarisa-

tion de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses

- La fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;
- Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

A Angers nous étions 1300 dont 700 pour notre organisation à manifester au son des « public/privé tous unis », l'intersyndicale FO-CGT du groupe vyv était présente avec plus de 150 salariés

dans le cortège. Leur cortège s'est dirigé vers le siège de VYV3 a Angers après avoir participé à la manifestation.

Un important cortège intersyndical du CHU composé d'Ambulanciers et de Sages-femmes était aussi présent. Nous reviendrons précisément dans un autre article sur la grève des ambulanciers.

A Cholet ce sont presque 200 personnes de tout bord qui étaient réunies, dont 70, dans notre cortège et dans le département plus de 1700 personnes se sont mobilisées.

Ce 5 octobre a été un point d'appui pour l'organisation du rapport de force, en attendant la prochaine étape qui est : « Tous chez Macron!! »



EN DIRECT DES SYNDICATS

Interview de Jean-Pierre Seno Laiterie Tessier

Bonjour, Jean Pierre, peux-tu te présenter STP ?

Je suis entré à la laiterie en 1998, avant cela, j'ai été marin-pêcheur et je militais déjà pour l'obtention d'un salaire minimum et les congés payés. Il n'y avait à l'époque qu'un syndicat d'armateurs.

À la laiterie j'ai signé mon CDI en 2000, j'ai rejoint et ai remonté une équipe FO en 2003 dans l'objectif d'amener une voie différente de la CGT et de la CFDT, les syndicats en place. Daniel Juret, le secrétaire de l'UD de l'époque, m'a alors nommé Délégué Syndical.

Nous avons cohabité pendant 2 mandats avec les autres organisations et sommes devenus majoritaires en 2006. Avant les dernières élections, les délégués syndicaux de la CFDT et de la CGT ont décidé de rejoindre l'équipe FO, reconnaissant ainsi le boulot abattu pendant toutes ces années. Nous sommes donc le seul syndicat représentatif à la laiterie.

Pour ma part, grâce à l'équipe en place qui tournait très bien, j'ai pu me libérer et prendre des responsabilités dans l'entreprise et l'organisation. Je suis devenu représentant syndical du groupe Savencia où j'ai négocié la prévoyance, la mutuelle, la participation et le perco (plan d'épargne retraite complémentaire), puis secrétaire au comité européen pendant 8 ans, où j'ai renégocié l'accord qui régit cette instance. J'ai aussi participé pour la fédération nationale des industries laitières et des coopératives, branche de la FGTA, aux négociations salariales et aux classifications.

Peux-tu rapidement nous présenter la laiterie Tessier et le groupe Savencia :

Sur la laiterie Tessier où nous produi-

sons du fromage, nous sommes aujourd'hui presque 350 salariés au lieu des 250 quand je suis arrivé et nous fabriquons de plus en plus de fromages.

Le groupe Savencia possède plusieurs cordes à son arc : Bordeaux Chesnel, Souchon... pour la charcuterie; Valrhona, Révillon... pour le chocolat; Coraya pour les produits de la mer; Armor Protéine pour les ingrédients et principalement des fromages (Caprice des Dieux, Tartare, St Moret...) Nous sommes 9400 salariés en France et presque 20 000 dans le monde.

Lors du congrès tu as pris la parole pour demander à la confédération d'intervenir concernant la limitation par les ordonnances macron à 3 mandats consécutifs.

Vous trouverez ci-dessous l'intervention de Jean Pierre au Congrès :

« À la suite des ordonnances MACRON de 2017, les instances représentatives du personnel (CE, DP, CHSCT) ont été réunies en une seule instance : le CSE (Comité social et économique).

Dans les entreprises de plus de 300 salariés, les élus ne pourront pas cumuler plus de 3 mandats consécutifs.

À ce jour les élus concernés arrivent à l'échéance de leur premier mandat, nous demandons à notre Confédération CGT FO à travers son Secrétaire YVES VERRIER d'intervenir auprès du ministre du Travail ÉLISABETH BORNE afin d'annuler cette règle qui met en danger la représentativité CGT FO dans ces grandes entreprises.

En effet, ceci entravera gravement le dialogue social avec nos employeurs et notre confédération qui se retrouveront face à des personnes sans expérience.

Si rien n'est fait dans les 10 prochaines années, la CGT FO pourrait à terme disparaître de ces grandes entreprises faute d'élus convenablement formés. »

Concrètement quelle conséquence dans votre entreprise ?

Tous les camarades élus depuis 2019 ne pourront être élus que pour deux nouveaux mandats successifs. C'est un vrai problème, car même si nous nous formons de manière continue, il faut au moins un mandat pour être efficace et avoir de bonnes connaissances.

Ce qui ne laisse que deux mandats consécutifs pour être « efficace » dans la défense des intérêts des collègues. Le risque c'est que le patronat se retrouve face des élus peu formés et qu'il essaie de reprendre tout ce que nous avons gagné. À terme, le risque c'est que les salariés s'éloignent de leurs représentants qui ne seront pas assez expérimentés et qu'il y ait rupture du dialogue social.

J'ai peur que les syndicats s'affaiblissent dans une dizaine d'années, après les deux prochains mandats, lorsqu'il faudra renouveler toutes les listes. Yves Veyrier dans ses réponses lors du Congrès nous a dit qu'il se rapprocherait des autres confédérations pour organiser une réponse commune à cette problématique, il faut que le gouvernement fasse marche arrière sur ça.

Merci Jean-Pierre aurais tu un mot de la fin ?

Je pars bientôt à la retraite et je tiens à remercier tous les camarades de l'équipe FO de la laiterie Tessier, Oliver, Philippe, Laurent...ainsi que Catherine secrétaire de l'UD et la FGTA pour toute l'aide qu'ils ont su m'apporter.



L'équipe du Syndicat FO de la laiterie Tessier

Après 5 mois de grève massive, les ambulanciers du CHU obtiennent une revalorisation salariale. Désormais ils s'adressent au Ministre



Yves Veyrier avec les Ambulanciers d'Angers

La grève des ambulanciers a débuté le 28 mai avec FO, rejoint le 1er juillet par le syndicat SUD. Les revendications étaient principalement salariales : l'accès au grade supérieur, l'attribution de la prime des urgences, une prime pour le transport funéraire.

Après des mois de refus de négociations par la direction, la détermination et la poursuite d'une grève fortement suivie avec des actions toutes les semaines, auront contraint la direction à revenir autour de la table et revoir ses plans. Les grévistes ont obtenu :

- 65 € nets mensuels au regard de leur activité liée aux urgences avec un effet rétroactif au 1er janvier 2021

- L'augmentation du nombre de concours pour l'accès au grade d'ambulancier pour les nombreux collègues recrutés sur un grade d'agent d'entretien.

La suspension de la grève a été votée à une très large majorité par les collègues.

Cette avancée arrachée par la grève est le fruit d'un combat exemplaire de tout un service uni et déterminé. Les grévistes se sont organisés en comité de grève avec leurs syndicats, ils ont mis en place une caisse de grève pour limiter les impacts des pertes de salaires, qui a eu le soutien du public et de nombreux syndicats Force Ouvrière du département et de l'UD FO 49.

Parallèlement, depuis le 1er juillet une

grève s'est étendue chez les ambulanciers SMUR et internes dans de nombreux hôpitaux pour la reconnaissance dans la filière soignante par l'accès à la nouvelle grille SÉGUR « Aide-soignante » en catégorie B. Les ambulanciers font partie de la filière ouvrière, rémunérés sur les grilles salariales les plus basses de la fonction publique : ils assurent pourtant au quotidien le transport des patients et font pleinement partie de la chaîne du soin, y compris en assurant la continuité du service public.



Les Ambulanciers d'Angers le 30 Novembre

Suite à plusieurs visioconférences initiées par les grévistes du CHU d'Angers auxquels ont participé des représentants de plus de 70 établissements et

la fédération Force Ouvrière SPS, une manifestation nationale à Paris au pied du ministère a eu lieu le 30 novembre réunissant Plus de 400 ambulanciers hospitaliers des hôpitaux (sur les 2 500 au total en France). 28 ambulanciers du CHU d'Angers avec des collègues de Saumur et Cholet, étaient en bas du Ministère où une délégation a été reçue sans annonce à cette étape.

Les ambulanciers viennent de faire une démonstration de force, les revendications sont portées par l'ensemble des ambulanciers hospitaliers!

Le secrétaire général de la confédération FO, Yves VEYRIER est venu apporter son soutien.

D'ores et déjà la suite à donner est en discussion.

Les revendications des personnels hospitaliers se multiplient, qu'elles soient salariales ou pour exiger des postes et des lits. La question est posée d'y aller tous ensemble, car toutes les revendications se concentrent sur le ministre et sur la politique gouvernementale. Le 4 décembre, les milliers de manifestants qui ont marché sur le ministère de la Santé ont ouvert la voie, les hospitaliers ne taillent pas les revendications.

ACTUALITÉS

Grève des AESH du 19 octobre 2021



**« Jean-Michel Blanquer
On s'laissera pas faire :
les AESH sont là!
On veut un statut!
On veut un salaire!
Mais des PIAL on n'en veut
pas! »**

A l'appel de la convention nationale des AESH, plus de 3 000 AESH, enseignants et parents d'élèves se sont retrouvés sous le soleil de Paris pour porter les revendications. Soutenus par les syndicats départementaux de la FNEC FP FO, plus de 35 départements étaient représentés.

Leurs revendications sont les suivantes :

« Un vrai salaire parce que c'est un vrai métier, une réelle revalorisation salariale ainsi que les différentes primes (informatiques, REP/REP+,...) »

La plupart d'entre eux travaillent 24h (présence auprès des élèves) pour un salaire d'environ 750 €.

Ce mi-temps leur est imposé sans possibilité d'évolution.

Ils demandent que ce temps de travail soit pris pour un 100 %, comme c'est le cas pour les enseignants. Eux aussi ont des préparations, des réunions, des formations.... en dehors de leur temps de travail.

— « La création d'un statut de la Fonction Publique » ;

Ils sont contractuels de la fonction publique et n'ont aucun statut.

— « L'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens » ;

La majorité des notifications MDPH sont des notifications mutualisées. Le temps d'accompagnement accordé pour ces élèves est de seulement 3h!

d'entre eux doivent se former par eux même.

5 Camarades du Maine-et-Loire sont montées à Paris pour être dans le cortège

A Angers, un rassemblement comprenant une trentaine de personnes s'est déroulé devant la DSDEN. Le SNUDI FO 49 est venu soutenir les AESH à ce rassemblement par la pré-



Comment avoir un accompagnement efficace avec si peu de temps à accorder à chaque élèves? Ils sont face à des enfants avec des besoins particuliers et non des objets! Cela veut aussi dire que nous sommes amenés à suivre jusqu'à 8 élèves en simultané!

sence de sa Secrétaire Départementale, Cathy Gadbin.

Comme l'a indiqué Frédéric Volle, Secrétaire Général du SNUDI FO, dans son intervention, ce 19 octobre, les AESH ont montré leur détermination. A l'issue de la manifestation, une délégation intersyndicale (FNEC FP FO, FSU, CGT, SUD et SNALC) et un AESH de la convention nationale ont été reçus au ministère. Après une heure et demie de discussion aucune réponse concrète ni sur le statut ni sur le salaire.



Avec la mise en place des PIALs, la plupart d'entre eux doit intervenir sur différents établissements dans une même journée, et ceux sans indemnisation. Le précarité fait qu'ils sont malléables à souhait. En effet, leur affectation peut changer du jour au lendemain; ce qui veut aussi dire que d'élèves peuvent se retrouver sans AESH du jour au lendemain!

— « Une vraie formation ».

Ils débutent sans aucune formation. Au cours de leurs premières années ils ont 60 h de formations prévues (formation très théorique et sans grande aide pour nous). La plupart

Les PIAL c'est quoi??

Les pôles inclusifs d'accompagnement localisés (Pial) sont une "nouvelle" forme d'organisation. Ils sont censés favoriser la coordination des ressources au plus près des élèves en situation de handicap (les aides humaines, pédagogiques, éducatives, et, à terme, thérapeutiques) soi-disant pour une meilleure prise en compte de leurs besoins.

Grève à la Clinique de l'Anjou

Le vendredi 3 décembre, plus de 200 salariés de la Clinique de l'Anjou ont fait grève à l'initiative des organisations syndicales FO et CFDT. Les revendications ont été élaborées dans le cadre d'une assemblée générale qui avait réuni 150 personnes le vendredi 26 novembre.

Les revendications formulées par le personnel étaient les suivantes :

- Augmentation de 50 € Nets pour tous,
- Des jours d'ancienneté supplémentaires,
- Possibilité de poser un dimanche supplémentaire en congé,
- Ségur 2 pour tous.

Après une importante manifestation réunissant 200 salariés, qui a fait le tour des divers établissements du plateau d'Orgemont, les salariés se sont massivement invités à la réunion de négociation entre la Direction et les Organisations Syndicales.

Les salariés appuyés par le syndicat FORCE OUVRIERE ont interpellé la Direction : "Monsieur le Directeur, vous connaissez nos revendications, maintenant quelles sont vos propositions?"

Les salariés ont scandé : "50 € Net pour tous maintenant, sinon lundi on réplique".

Après une nouvelle séance de négociation avec les Organisations Syndicales, les représentants syndicaux FO et CFDT ont annoncé que la Direction a accepté 39 € Net pour tous avec effet rétroactif à compter du 1er janvier 2021.

Dans ces conditions, l'assemblée générale massive a décidé d'arrêter la grève.

Une première conclusion, la mobilisation de la majorité du personnel réunie dans le cadre d'une assemblée générale souveraine, prenant appui sur la détermination du Syndicat FO a permis d'obtenir en une journée une avancée importante en terme de salaire.

Ce résultat constitue un point d'appui pour l'ensemble des salariés des cliniques du Maine-et-Loire et plus largement dans tout le pays pour exiger une véritable transposition du Ségur 2 au moins à l'identique de la Fonction Publique Hospitalière.

Les camarades de la Santé Privée appellent les salariés de la Santé Privée à se regrouper autour du syndicalisme indépendant afin de faire aboutir les revendications.



Manifestation du 4 décembre

Samedi 4 décembre, des milliers de manifestants se sont adressés au Ministre Veran



Faute de réponse, le ministre de la Santé ne nous laisse pas d'autre choix que de nous rendre à l'Élysée pour obtenir satisfaction à nos revendications!

Plusieurs milliers de personnes, venues de différentes régions et hôpitaux, ont marché vers le ministère de la santé pour la défense de l'hôpital public, pour les postes et les lits.

Nous étions 500 manifestants de la région Pays de la Loire dont plus de 70 pour le Maine-et-Loire.

Le secrétaire général de la Confédération Force Ouvrière, Yves Veyrier était présent durant toute la manifestation dans un cortège FO massif et revendicatif. L'appel à manifester au Ministère est parti de Mayenne.

Devant l'effondrement de l'hôpital public, le chaos organisé par des décennies de rigueur budgétaire, parce que les problèmes sont identiques partout et que ce gouvernement poursuit la destruction de l'hôpital (5700 fermetures de lits en 2020 et

15 000 suspensions), il a très vite été relayé par de nombreux syndicats, collectif, comités de défense. Les cinq unions départementales et cinq groupements départementaux FO des Pays de la Loire ont, dès le 10 novembre, appelé à manifester à Paris pour défendre l'hôpital public, pour exiger le maintien de tous les hôpitaux, de tous les services, de tous les lits, considérant que l'appel du CH Nord Mayenne et les revendications sont communes à l'ensemble des salariés

L'hôpital c'est l'affaire de tous

A l'arrivée de la manifestation, des délégations ont été reçues par des collaborateurs du ministre, mais ce dernier était absent. Aucune garantie n'a été donnée pour le maintien des deux services, celui de chirurgie conventionnelle et l'unité de surveillance continue au CH Nord Mayenne. Il y a un fait : le ministre ne compte pas mettre un terme au chaos dans les hôpitaux puisqu'il ne décide pas l'arrêt de toutes les restructurations, et n'annonce aucun plan de recrutement massif.

Aujourd'hui, pas un seul établissement, pas un seul département n'est épargné par les fermetures de lits et services, par le manque d'effectif. Dans les Pays de la Loire, les services de chirurgie et les soins continus du CH NM sont menacés de fermeture, une douzaine de services d'urgences est partiellement ou totalement fermée la nuit par manque de médecins (les 5 départements sont concernés), des plans blancs déclenchés partout par manque de lits et d'effectifs, les médecins urgentistes sont en grève au CHU de Laval, au CHU d'Angers, la maternité de Saumur a été fermée

plusieurs nuits, des lits de psychiatrie vont fermer dans les jours à venir à Cholet, plus de 140 lits sont fermés au CHU de Nantes faute de personnel suffisant...

Plusieurs interventions devant le ministère ont indiqué que "comme M. Veran ne répond pas à nos revendications, alors il faut s'adresser au président Macron et exiger qu'il nous reçoive et satisfasse nos revendications". Cette manifestation est un coup de semonce, elle constitue un point d'appui important ouvrant une nouvelle perspective. Dès à présent, réunissons partout les personnels dans l'unité la plus large possible, réunissons nos instances, mettons à la discussion cette proposition de se rendre à l'Élysée pour faire entendre et obtenir nos revendications qui sont communes et exprimées sur l'ensemble de la métropole comme en Outre-Mer pour que l'hôpital assure sa mission : celle de soigner la population.

- Arrêt de toutes les restructurations et fermetures de lits, services, hôpitaux, et exigence de leur réouverture
- Création massive de postes médicaux et non médicaux, augmentation des places dans les IFSI, IFAS, départ en promotion professionnelle de tous les agents reçus aux concours
- Titularisation des 200 000 contractuels de la FPH
- Réintégration de tous les suspendus
- 183 euros pour tous les personnels du médico-social
- Satisfaction de toutes les revendications salariales des personnels hospitaliers.



AÉSIO MUTUELLE, VOTRE PARTENAIRE POUR VOTRE PROTECTION SOCIALE

AÉSIO mutuelle est née en 2021 de la fusion de ses 3 mutuelles fondatrices ADRÉA, APRÉVA et EOVI-MCD. Une mutuelle nouvelle qui veut donner les moyens à chacun de vivre mieux.

NOTRE AMBITION :

accompagner nos adhérents à chaque étape de leur vie, en leur proposant **des garanties et des services** répondant à leurs besoins **d'aujourd'hui, tout en anticipant** ceux à venir.

NOTRE DÉMARCHÉ :

co-construire les solutions de protection sociale **avec l'ensemble des parties prenantes**, pour « décider ensemble de vivre mieux ».

NOTRE CONVICTION :

la proximité, pour comprendre et répondre aux attentes des adhérents en portant les valeurs de **solidarité, de responsabilité et d'innovation**.



2 720 674
personnes
protégées



38 311
entreprises
adhérentes



+ de **3 800**
collaborateurs



315
agences
en France



49 Recommandations de branche :
32 en santé et 17 en prévoyance



Alexandra DAVID

06 12 54 44 47
alexandra.david@aesio.fr

NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DES SALARIÉS ET DES ENTREPRISES :

SANTÉ

Il est essentiel de tenir compte de la situation des branches et des entreprises afin de répondre au mieux aux attentes des salariés et de leur famille. C'est pourquoi, nous élaborons en co-construction des solutions santé personnalisées.

PRÉVENTION

Nous menons des actions de prévention dans les entreprises et avec les branches professionnelles pour améliorer la qualité de vie au travail.

PRÉVOYANCE

Des solutions performantes sont proposées aux salariés et à leur famille pour faire face aux aléas de la vie (arrêt de travail, invalidité, décès...).

ÉPARGNE / RETRAITE

Améliorer les pensions versées par les régimes de retraite obligatoires avec des solutions personnalisables d'épargne retraite (PEE-PERCO, Article 83,...).

aesio.fr



Santé · Prévoyance · Épargne · Retraite · Auto · Habitation

AÉSIO mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée sous le n° 775 627 391 dont le siège social est 4 rue du Général Foy 75008 PARIS - Crédit photo : Gettyimages. Document non contractuel à caractère publicitaire. 21-005-018

 **AÉSIO
MUTUELLE**
DÉCIDONS ENSEMBLE DE VIVRE MIEUX



Soutenir chacun, c'est s'engager auprès de tous.

Notre action sociale agit dans trois grands domaines : le handicap, la santé et la maladie, la précarité pour apporter son soutien aux plus fragiles et favoriser l'inclusion de tous dans la société.

groupe-apicil.com

SANTÉ | PREVOYANCE | ÉPARGNE & SERVICES FINANCIERS | RETRAITE

 GROUPE
APICIL
UNIQUES, ENSEMBLE

APICIL Transverse Association de moyens du Groupe APICIL régie par la loi du 1er juillet 1901, n° SIREN 417 591 971 - siège social: 38 rue François Peissel 69300 Caluire-et-Cuire **GRESHAM Banque SA** à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 8 997 634 €, RCS Paris 341 911 576, N°14.120, siège social :20 rue de la Baume - CS 10020 - 75383 Paris Cedex 08. Établissement de Crédit 14.120 soumis au contrôle de l'ACPR, 4 place de Budapest - CS 92459 75436 Paris Cedex 09 **APICIL Asset Management SA** au capital de 8 058 100 € - RCS Paris 343 104 949 - SGP - Agrément AMF n° GP 98038 Siège social 20 rue de la Baume - CS 10020 - 75383 Paris CEDEX 08
Photo : Shutterstock - IN21/FCR0013 - communication publicitaire à caractère non contractuel